

Alors que le pays s'apprête à célébrer la citoyenneté partagée (qui reste encore fragile), des dirigeants d'un groupe politique appellent à se démarquer des démarches unitaires pour l'organisation d'un contre-événement. Convergence-Pays dénonce cette attitude démagogique et non constructive puisque ce groupe politique tente encore de faire croire à ces militants qu'il peut freiner la marche de l'histoire. En effet, la Nouvelle-Calédonie est un pays en cours d'émancipation, c'est un pays (dont les référendums de 2014-2018 diront s'il reste ou non français) à construire et cette construction doit se faire avec tous et pour l'intérêt commun.

Par ailleurs, M. Yanno, dans Les Nouvelles de ce jour, en appelle aux personnes récemment arrivées et donc juridiquement non-citoyens néo-calédoniens en oubliant que ces migrants sont arrivés de plein gré dans un pays dont ils connaissaient le statut, inscrit dans la Constitution ! La Nouvelle-Calédonie a, en effet, choisi de ne plus attribuer de citoyenneté juridique pendant quelques années pour laisser le temps à ses habitants de se réunir dans la case commune pour définir sereinement ce qu'ils veulent faire de leur pays.

Les bénévoles de l'association Convergence-Pays seront quand à eux présents sur la place du Mwâ kê et dans les débats à Koné.